

DECLARATION LIMINAIRE AU COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 08 AVRIL 2014

Monsieur le Président,

En ce printemps 2014, nous sommes de plus en plus nombreux pour dire :
« un avenir meilleur ne se prépare pas avec le chômage, la précarité, les salaires de misère, moins d'écoles, moins de soins assurés à la population ».

C'est ce message qui monte de partout en France mais aussi dans toute l'Europe. Vendredi dernier, la Confédération européenne des syndicats appelait à une grande manifestation à Bruxelles pour une autre Europe qui soit progressiste et assure un avenir à ses citoyens. Elle demande la fin des politiques d'austérité. La solidarité doit être remise au centre. Elle lance à cette fin la proposition d'un grand plan européen pour l'investissement de l'ordre de 260 milliards d'euros correspondant à 2% du PIB européen pour promouvoir une croissance durable et la création d'emplois.

En France c'est tout l'inverse qui est proposé avec la nouvelle réduction annoncée de 50 milliards d'euros des dépenses publiques. Cela va produire des effets catastrophiques sur l'ensemble des services publics rendus à la population par l'Etat, les collectivités territoriales, la sécurité sociale. Pour les personnels, cela veut dire la poursuite du blocage des salaires et des carrières, des suppressions d'emplois...

Le message envoyé au Président de la République lors des élections municipales ne trouve pas de réponse dans les solutions annoncées par ce dernier. Avec son pacte de solidarité il annonce vouloir augmenter le pouvoir d'achat en baissant les cotisations sociales des salariés. C'est priver de facto notre système solidaire de protection sociale des financements qui lui sont pourtant nécessaires. Il confirme l'orientation du pacte de responsabilité de transférer le financement de la politique familiale vers la fiscalité. C'est une attaque contre la sécurité sociale, notre bien commun.

Dans la Fonction Publique, le rapport Pêcheur qui se présente sous la forme d'une défense du statut et des carrières porte en son sein une vision inacceptable du mode de gestion des personnels pour l'avenir. Ainsi il se félicite de la création de corps interministériels depuis 2011 et de toute la politique déjà menée autour de la fusion des corps.

Il n'hésite pas à parler d'impossible immobilisme qui n'est autre que celui de la Fonction Publique d'Etat avec son mode de gestion national et ses statuts particuliers. La centralisation de la gestion des fonctionnaires de l'Etat implique que tous les agents dans un corps doivent être traités de manière égalitaire alors que le rapport Pêcheur propose une gestion plus individualisée des carrières et des profils. En clair il demande la fin de l'égalité de traitement entre les agents au niveau

national par exemple pour les changements d'échelon ou de grade. Les chefs doivent être des patrons et avoir en mains les leviers efficaces en matière de RH.

Pour ce qui est de la politique salariale, le rapport Pêcheur se livre là aussi à un joli numéro de claquettes en déclarant très clairement que les salaires ne peuvent rester gelés car déjà fortement émoussés mais que notre pays doit se livrer à un effort sans précédent de redressement des budgets et des comptes publics et à l'impératif de désendettement. Autant dire que les augmentations générales de salaires ne sont pas d'actualité....

Dans ce contexte, aux Finances, lors de la journée d'action du 20 mars 2014 des milliers d'agents étaient en grève. Ils ont manifesté, aux côtés d'agents retraités, à Paris et en région avant de se rassembler devant leur direction.

A Paris, ils ont défilé de Nation à Bercy pour clamer sous les fenêtres des ministres leur colère et leurs revendications. Les organisations syndicales ont été reçues, à leur demande, par Pierre Moscovici. L'ex Ministre a été forcé de reconnaître la forte mobilisation des personnels mais, encore une fois, a refusé de répondre à leurs légitimes revendications.

Sa seule réponse fût de rappeler son seul objectif de recherche effrénée de 50 milliards d'économie à réaliser en trois ans. Cela se traduit par l'inscription des ministères économiques et financiers au cœur de la réduction violente de la dépense publique.

Concrètement, cela implique la mise en œuvre de plans stratégiques et d'action pour détruire l'emploi public et amoindrir les moyens d'intervention de nos ministères. Pour les citoyens, ce sera moins de protection économique, moins de lutte contre les fraudes, moins de contrôle des fonds publics... Quant aux agents, déjà pressurisés par les suppressions d'emplois, ils n'auront droit qu'à moins de salaire, moins de promotions, moins de mutations, des conditions de vie au travail toujours plus difficiles...

Mais, très « généreusement », l'ex Ministre était prêt à abonder de quelques euros supplémentaires la prime de mobilité et à veiller à ce qu'il n'y ait pas trop de mobilité géographique imposée... Et il croit que nous devrions lui dire merci !!?

Il est plus que temps aujourd'hui d'écouter les revendications des agents. L'insupportable politique d'austérité se traduit chaque année par moins d'agents, moins de moyens budgétaires y compris pour la DISI Pays du Centre....

Depuis septembre 2011 date de la mise en place des DISI, les représentants CGT constatent que le dialogue social s'est dégradé. Tout en ayant une marge de manœuvre toujours très limitée, avant nous obtenions plus d'information sur l'activité à l'intérieur de nos directions. Ainsi nous pouvions jouer pleinement notre rôle de représentants du personnel en faisant notre analyse et le cas échéant exprimer nos revendications dans l'intérêt des agents.

Aujourd'hui, Monsieur le Président, certes vous nous apportez des informations, mais le plus souvent sur des sujets déjà traités ou pour lesquels les décisions sont déjà prises.

Nous ne pouvons plus nous contenter de cela.

Il ne faut pas oublier qu'avec le dialogue social nous traitons de « l'humain » qui constitue l'essence même de notre engagement.